



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**LA CRISE DE PARTICIPATION CITOYENNE DANS LE PROCESSUS
DEMOCRATIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DE 2006 A
2021**

Patou YUBA DIZENZA

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales de l'Université Pédagogique Nationale
(UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article pose le problème de la détérioration profonde de l'espace politique et de la démocratie en RDC dans un contexte où la participation citoyenne est de mieux en mieux comprise dans le monde et sa pratique se développe de plus en plus en RDC.

En guise de piste palliative, il est proposé un renforcement de l'éducation civique pour toutes les forces vives de la nation congolaise pour une meilleure compréhension et participation citoyenne au processus de démocratisation. Il apparaît nécessaire de mobiliser la population afin qu'elle acquière cette culture citoyenne et un engagement responsable dans la participation aux différents aspects de la vie sociale et démocratique.

Mots-clés : *crise, participation citoyenne, processus démocratique, RD Congo.*

ABSTRACT

This paper raises the problem of the profound deterioration of political space and democracy in the DRC in a context where citizen participation is increasingly well understood throughout the world and its practice is developing more and more in the DRC.

As a palliative measure, it is proposed that civic education be strengthened for all the living forces of the Congolese nation to ensure better understanding and citizen participation in the democratisation process. The population needs to be mobilised so that it acquires a civic culture and a

responsible commitment to participating in the various aspects of social and democratic life.

Keywords : *crisis, citizen participation, democratic process, DR Congo.*

INTRODUCTION

Depuis les années 2006, le ralentissement de la croissance économique, l'organisation des élections controversées et la précarité sociale qui gagne du terrain en République Démocratique du Congo provoquent un recul de l'engagement, de la participation des citoyens à la vie politique et économique nationale.

La participation citoyenne est considérée comme l'un des traits les plus caractéristiques de la bonne santé d'un Etat et sa population. Comme dans bien d'autres pays africains, en République Démocratique du Congo, elle ne cesse pourtant de s'affaiblir depuis une vingtaine d'années.

Au regard de la montée de l'abstention et à la défiance des Congolais vis-à-vis des institutions et de l'Etat, il est impérieux de réfléchir sur cette question qui divise le peuple et qui crée un climat politique, économique, social et environnemental malsain dans le vouloir vivre collectif et qui ne permet pas à l'Etat d'améliorer sa démocratie participative.¹ Très en recul et à coup sûr inconstante, la participation citoyenne des Congolais depuis le milieu des années 2000 apparaît donc moins assurée que par le passé.

La synergie qui se dégage dans la cohésion populaire et la participation à la vie nationale se profile à partir du sentiment d'appartenir à une nation, l'intégration des citoyens dans la communauté et la justice distributive qui se dégage de l'apport de chacun dans la création des richesses nationales.

Face à l'évolution et la dynamique des rapports sociaux intervenus après les premières élections post-crise, entre différentes couches sociales, la crise économique et financière, l'organisation des élections (démocratie) et de la République, les rapports qui en ont découlé entre gouvernants et

¹ MUXEL A., Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ?, dans *Dossier : La citoyenneté*, N° 23, Février, Paris, 2008.

gouvernés, ont largement évolué consacrant à cet effet, non pas seulement, la légitimité des gouvernants, mais également, la montée en puissance d'une grogne populaire, surtout à l'ouest et au centre du pays démontrant de plus en plus la fracture politique et sociale dans la gestion de la nation et dans le jeu des rapports économiques, politiques et sociaux du pays. De ce fait, le terme de clivage s'est implanté dans la vie sociopolitique du peuple congolais.

C'est ainsi que cette réflexion analyse les causes et les conséquences de la crise de la participation citoyenne à la gestion politique et économique de la RDC, entre 2006 et 2021 ?

I. CADRE EPISTEMOLOGIQUE

Dans une réflexion qui touche sur le système de gouvernance, un mot vaut une idée dans un contexte épistémologique où l'on est séduit par l'explication sur la quintessence des termes à élucider.

L'une des exigences essentielles de la recherche est que le concept soit défini avec une clarté suffisante pour lui permettre de progresser.

I. 1. Crise

Le terme crise est un concept très utilisé aujourd'hui. Il recouvre à la fois des situations banales ou dramatiques, individuelles ou collectives. Il s'applique à tous les domaines de la vie : santé, psychologie, économie, politique, social, spirituel, environnement.²

Selon Gerald Caplan, la crise consiste en un bouleversement de l'équilibre homéostatique d'un individu qui, confronté à une situation nouvelle, à la fois sérieuse et inéluctable, ne peut la maîtriser par ses habituels mécanismes de défense et de résolution des problèmes.³

La notion de crise connote l'idée de perturbation ou de dysfonctionnement dans le fonctionnement routinier d'un système ou le déroulement d'un processus. Dans le cadre de notre recherche, la crise est un

² FORMARIER M., Situation de Crise, dans Les concepts en sciences infirmières, 2012, pp. 138-140.

³ ANGELI F. et al., *Crise et agitation*, Vuibert, Paris, 2022, pp. 116-118.

état d'instabilité brusque qui peut durer sur une période donnée et avoir des répercussions.

On distingue plusieurs types de crise parmi lesquelles, on peut citer la crise alimentaire, la crise sécuritaire, la crise sanitaire, la crise économique et la crise sociopolitique. La notion de crise s'oppose en principe à celle de normalité.

L'étude que nous présentons dans cet article est basée sur les crises sociopolitiques qui touchent la République Démocratique du Congo dans la participation des citoyens au développement intégral du pays. Elles sont examinées à travers les origines de ces crises et l'implication dans la gouvernance de la RDC. Toutefois, les multiples conséquences entraînées par cette crise sociopolitique de participation sont d'ordre social ou politique. Les impacts négatifs de cette crise conduit à faire une analyse sur les perspectives de leurs résolutions qui sont également de deux dimensions à savoir social et politique.

I. 2. Participation

Le terme participation est polysémique et dépend de l'orientation qui lui est donnée. Pour ce qui est de cet article, c'est l'orientation sociale et politique qui fera l'objet de cette analyse.

En effet, le besoin de participation est né du constat de crise de la démocratie représentative dans tous les pays occidentaux. « Le défaut majeur de la démocratie est probablement qu'elle tend à fonctionner à l'évidence pour les sujets ayant toujours été confrontés à la démocratie. Il n'est pas loin d'ailleurs le temps où l'on pourra parler de "déshérence démocratique" pour bien marquer le déficit dont nous souffrons dans nos sociétés ».⁴

Pour mieux appréhender le concept de participation, il faudrait faire un saut dans l'histoire des interventions de l'Etat en matière de développement. Historiquement, on se souvient tous de la centralisation des

⁴ BRIZAIS R., « Citoyens en institution, institution citoyenne », document de cours Cadre et direction, MST IDS - DSTS de Nantes, 2005.

décisions où l'Etat était à l'origine de toutes les décisions même celles qui concernaient les populations bénéficiaires de certaines actions.

Dans le contexte d'échecs de développement des actions de l'Etat, la participation doit se comprendre comme « un processus dont la finalité pérenne est une situation d'autopromotion pour un développement auquel toutes les composantes de la communauté contribuent et tirent les justes retombées ».⁵

Alain Lancelot a donné à ce concept de participation sociopolitique comme étant le sens d'une intervention des citoyens dans le domaine spécialisé des affaires publiques.⁶

Telle que cela s'est présenté en République Démocratique du Congo depuis 2006, la participation politique et sociale s'organise à partir de plusieurs scènes d'expression citoyennes et de plusieurs répertoires d'action : le vote, l'abstention et la manifestation. C'est à partir d'un usage combiné de la démocratie représentative et de la démocratie participative que de plus en plus de citoyens congolais se font entendre. Il est plus facile aujourd'hui de protester et de se positionner contre que d'adhérer à un système ou à une ligne politique.

I. 3. Citoyen

Le mot citoyen est défini comme une personne jouissante, dans l'Etat dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote.⁷ Ce qui est citoyen, c'est ce qui est civique, qui cherche à concilier éthique, responsabilité et rentabilité.

La citoyenneté relève donc d'un ensemble de droits et de devoirs : droits civils fondés sur des libertés individuelles comme la liberté de conscience et d'expression, la liberté d'aller et venir, paiement des taxes...,

⁵ CADUDAL G., *La participation outil de citoyenneté ?*, Maitrise en intervention et développement social, Université de Nantes, 2005.

⁶ Alain LANCELOT, *La participation des français à la vie politique*, Paris, PUF, 1971, pp. 13-18.

⁷ LAROUSSE illustré, *Dictionnaire Universel*, Larousse, Paris, 2009, p. 206.

droits politiques comme celui de participer à la vie politique et d'être candidat à toutes les fonctions publiques.

L'exercice de la citoyenneté représente une dimension importante de la vie démocratique. Selon la manière dont il est défini, il peut lui être aussi un obstacle : la citoyenneté désignant les conditions d'inclusion de l'individu dans la communauté politique, elle peut aussi constituer un facteur d'exclusion.

La citoyenneté ne désigne pas seulement une relation d'appartenance à la communauté politique, mais aussi un statut juridique. Le citoyen est un sujet de droit, qui dispose de droits civils et politiques, et à qui peuvent également échoir des devoirs. Les résidents ou les visiteurs d'un pays disposent également de droits. Ceux dont disposent les citoyens doivent leur permettre plus spécifiquement de participer à la vie civique. C'est la raison pour laquelle la reconnaissance de la citoyenneté est habituellement liée à l'octroi du droit de vote.⁸

La citoyenneté en RDC pose problème du moment pour certains Congolais qui se sentent difficilement dans la peau, car ses droits sont difficilement respectés et que vis-à-vis de certains étrangers économiquement et financièrement puissants qui sont plus et mieux respectés que les nationaux. D'où une célèbre phrase popularisée : « vendons ce pays pour que chacun trouve son compte ailleurs ».

II. CAUSES DE LA CRISE EN RDC

Jadis considérée comme un Etat avec des citoyens fiers de leur pays et dirigeant, la République Démocratique du Congo souffre d'un boycott, par certains de ses citoyens, de non-participation aux activités politiques, économiques, culturelles et sociales organisées et dirigées par les autorités en place.

Plusieurs causes peuvent être à l'origine de cette situation ; notamment : les processus électoraux de 2006, 2011 et 2018 ; la non prise en considération des aspirations des jeunes ; la désinformation ; la

⁸ SCHNAPPER D., *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Gallimard, Paris, 2000, p. 11.

manipulation ; les coteries ; la faible implémentation des politiques publiques ; la précarité ; l'ignorance de certaines couches de la population ; le manque de confiance des élus ; l'insécurité et la fuite des cerveaux.

II. 1. Les écueils des processus électoraux congolais depuis 2006

Plusieurs Congolais estiment que les résultats des différentes élections qui se sont déroulées depuis 2006 ne reflètent pas la réalité des urnes. Ce qui justifie parfois le désintéressement des citoyens à la gestion de la *Res Publica*.

II. 2. La non prise en considération des aspirations des jeunes

Il s'agit de demander l'avis à la population juvénile directement ou indirectement leurs besoins réels en matière de développement. Ceci peut se faire par le biais de plusieurs techniques à savoir : les réunions publiques, les débats publics, les sondages ou les enquêtes et pourquoi pas les consultations directes.

II. 3. La désinformation

Dans notre contexte de participation, il s'agit de faire savoir aux différentes parties prenantes ce qui se passe. Bien souvent, l'information donnée ne reflète pas la réalité.

II. 4. La manipulation

En psychologie, la manipulation est une pratique visant à agir sur la volonté ou le libre-arbitre. On parle alors de manipulation mentale.⁹ Il s'agit de prendre le contrôle de l'esprit ou du comportement d'une personne ou d'un groupe par un autre individu ou groupe.

En RDC, il est plus facile de manipuler la population qui est en grande partie analphabète et qui ne prend pas souvent le temps de faire des critiques objectives qui apportent des jugements sans fondement et qui refusent certaines informations vérifiables.

⁹ DURKHEIM E, *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, Paris, 1998, p. 254.

II. 5. Les coteries

L'un des défis majeurs que le pouvoir public s'est adjugé, est celui de mettre un terme à la haine tribale et parvenir à unir tous les Congolais de différentes souches sociales et de différents groupes ethniques, car la RDC comprend au moins 500 tribus et la quasi-totalité des sous-groupes de la race noire (Bantous, Soudanais, Pygmées et Nilotiques).¹⁰

II. 6. La faible implémentation des politiques publiques

L'administration est soumise à une double exigence d'efficacité et d'efficience. Les politiques publiques ne sont malheureusement pas très bien fixées dans la tête des Congolais à cause d'explications peu plausibles.

II. 7. La précarité

En République Démocratique du Congo, il existe une autre crise liée à la redistribution des richesses produites dans le pays, par la population, parfois même au péril de la vie de cette dernière. Raison pour laquelle, agacés par cette situation, le Congolais ne s'efforce plus à donner le meilleur de lui-même.

II. 8. L'ignorance de certaines couches de la population

L'ignorance est parfois à la base des différends existant entre les gouvernants et les gouvernés dans ce pays où les procédures à prendre pour trouver des solutions aux problèmes existant dans la société sont méconnus du grand public.

II. 9. Le manque de confiance des élus

Examinée dans une perspective comparative, la République Démocratique du Congo présente les caractéristiques d'un pays où la confiance sociale est structurellement faible. Les résultats électoraux des trois dernières élections constituent le meilleur indicateur de cette évolution à travers la progression parallèle de l'abstention et des partis politiques protestataires.

¹⁰ MAKUNGU M. G. et al., Flambée du tribalisme vue du droit : comment s'extirper, disponible sur <https://www.village-justice.com/articles/rdc-flambee-tribalisme-vue-droit-comment-extirper,43684.html> du 28 Novembre 2022

II. 10. L'insécurité

Depuis maintenant une génération, le pays est en proie à une insécurité grandissante qui pousse la population à croire que le pouvoir public est incapable de l'éradiquer ou se nourrit de cette insécurité pour asseoir son pouvoir. Ce mécontentement reflète, dans une certaine, la non mobilisation des jeunes à s'engager dans l'appareil de défense et de sécurité du pays en vue de défendre la nation.

II. 11. La fuite des cerveaux

La fuite de cerveaux est ici appréhendée comme de l'exil forcé caractérisé par les conflits armés, la misère la pauvreté et le sous-développement d'une part, et d'autre part l'analyse d'un profond malaise et mal être de l'intellectuel congolais, confronté tous les jours à l'absence ou à la fragilité de la démocratie dans le pays.

III. LES CONSEQUENCES

Tout commence par un acte flagrant de désobéissance à une loi claire venant du pouvoir public. La désobéissance civile entraîne une situation de choc, une crise ou en fin de compte, une antinomie qui va se produire sur trois plans : les valeurs, les normes et les faits. C'est donc cette antinomie qui présente le plus grand risque d'implosion interne dans un Etat en déliquescence comme la RDC.

Le contexte moderne d'atomisation des situations sociales entraîne une difficulté pour fixer des objectifs précis et concis à la jeunesse qui est tiraillée entre la pauvreté et le respect de la chose publique qui ne lui garantit presque pas grand-chose. Les jeunes congolais sont particulièrement concernés par les nouvelles formes d'engagement, qui semblent s'opposer à l'exercice citoyen le plus classique, voire même parfois le rejeter. L'engagement est devenu conditionnel, réversible et fonctionne plus sur le modèle du réseau que sur celui de l'affiliation.

Dans cette période de la vie où se forment les identités politiques, l'apprentissage de la citoyenneté est particulièrement important ; les conséquences de la crise de participation en RDC sont d'ordre politique, économique, social et culturel.

Sur le plan politique, on assiste à un nombre appréciable de citoyens qui ne participent pas aux élections présidentielles et législatives qu'ils trouvent déjà gagnées d'avance. Ils appuient ou prennent activement part aux manifestations des rues, aux grèves, meetings, réunions-discussions, tribunes libres, etc.¹¹

Sur le plan économique, la forme de crise que nous analysons constitue précisément un obstacle à la compréhension de la façon dont la participation, entendue comme l'ensemble des mécanismes de participation des citoyens à la production des biens et services l'action, s'articule aux processus de développement économique du pays pour créer des richesses qui doivent ensuite être redistribuées au bonheur des producteurs desdites richesses que sont les citoyens congolais dans son ensemble.

Sur le plan social, il s'observe depuis près de vingt ans des frustrations des citoyens en manque d'emploi, d'éducation de qualité et de soins de santé primaire de qualité, ce qui peut expliquer leur relatif désintérêt vis-à-vis des dispositifs participatifs mis en place par le gouvernement national et les gouvernements provinciaux dans le cadre de la cohésion nationale pour une démocratie participative.

Sur le plan culturel, le concept de participation est intimement lié à celui de la culture des Congolais. En principe, le peuple, mandant primaire, doit être au centre du processus décisionnel dans tous les aspects de la vie d'un pays. Un fossé se creuse de plus en plus entre l'Est et l'Ouest ; le nord et le sud ; le centre et l'ouest, le centre et le sud ; tout dépend de la communauté qui est au pouvoir et de la manière dont ce dernier est exercé. Force est de constater que le tribalisme ainsi que le régionalisme s'installent de plus en plus dans le chef des Congolais.

¹¹ MAZEAUD et al., Pensée les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés, dans *Participations*, no2, 2012, p. 5.

Ces différentes conséquences peuvent être perceptibles dans la vie politique, économique et socioculturelle nationale et démontrent la profondeur du conflit latent qui minent la République Démocratique du Congo et ne lui permettent pas de construire un vrai état de droit où règne la cohésion nationale.

IV. ANALYSE DES RESULTATS

La dynamique constatée dans la vie politique, économique et socioculturelle en République Démocratique du Congo depuis deux décennies, se rapproche davantage de la conception d'un Etat bébé tel que le note Bongeli.

Selon lui, le problème de construction de la nation congolaise sur les cendres du Congo belge se pose avec acuité. Et il pose la question sur la manière de former un corps citoyen d'élite pensant collégialement le devenir de ce pays.¹²

On a, en effet, observé à la chute de Mobutu en 1997 à un regain de sentiment d'appartenir à une même nation intégrée, le pullulement d'organisations populaires, d'associations socioprofessionnelles, de syndicats, de partis politiques, dans lesquels les citoyens étaient pleinement engagés.

La plupart de ces associations ont disparu et réapparu avec les conjonctures socio-politiques actuelles pour cette fois-ci devenir des associations qui ne portent plus la population à s'intéresser aux affaires publiques organisées par le gouvernement.

A ce stade de notre analyse, nous admettons qu'il y a eu une certaine participation citoyenne cristallisée lors des différentes élections organisées depuis 2006 et dont les contestations ont souvent conduit à la division de la société congolaise engrainant ainsi l'esprit de séparatisme qui pousse certaines couches de la population à ne pas s'intéresser sur ce qui se passe dans le pays.

¹² BONGELI Y. Y. A. E., *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, L'Harmattan, Paris, 2008.

Mais dans le cadre de la quête de la cohésion nationale devant booster la marche vers le processus de développement, la contribution des uns et des autres est très importante dans un Etat en proie à toute forme de difficultés.

Toutefois, nous ne saurions écarter l'idée d'une certaine asymétrie dans la participation citoyenne compte tenu que les gens sont issus de milieux socio-économiques divers et de niveaux intellectuels différents. Ce qui laisse supposer que certains citoyens qui ont du mal à exprimer et faire valoir leurs points de vue ont dû adopter une attitude de suiviste et même belliqueuse vis-à-vis de l'Etat.

La participation crise de participation en République Démocratique du Congo est malheureusement une épine sur le pied des dirigeants mal élus et qui ne reflètent pas l'assentiment populaire d'autant plus qu'elle renforce ce sentiment négatif débouchant sur le boycott et l'exclusion.

Notons également que même si la majorité des jeunes, aujourd'hui, ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisés à partir de la décision électorale, une partie d'entre eux expérimente d'autres modalités d'action.

Les clivages politiques ont une incidence sur l'importance accordée au vote. Ainsi, les Congolais qui vivent dans les milieux urbains votent d'abord le clan, la tribu ou la province avant de penser à « l'étranger ». Ce qui justifie parfois la crise de participation si celui qui est élu ne se reconnaît pas en lui.

L'intérêt particulier des Congolais pour les élections et la gestion quotidienne du pays est celui de participer au développement intégral du pays. Néanmoins, le système de gouvernance qui se met en place doit arriver à répondre aux besoins du peuple tout en initiant des campagnes d'éducation civique pour mettre en évidence certains écueils dans les revendications démocratiques des citoyens.

Le choix de s'abstenir à participer à la gouvernance du pays peut s'avérer contre-productif dans la mesure où le pays rencontre plusieurs difficultés économiques, politiques et sécuritaires qui nécessitent l'apport de tous dans la quête de l'état de droit tant désiré et convoité par tous.

Le président américain John Fitzgerald Kennedy avait dit, le 20 janvier 1961, lors de son discours inaugural : « ne vous demandez pas ce que les Etats-Unis feront pour vous, mais plutôt ce qu'ensemble, nous pouvons faire pour la liberté de l'Homme ».¹³ Cette phrase est également d'actualité pour des Congolais qui, pour certains l'Etat, à travers les gouvernants doivent tout faire pendant qu'ils dorment sur leurs lauriers.

Un autre scénario, beaucoup plus ambitieux sur la question de la participation, est celui du développement d'une démocratie dans laquelle les dispositifs participatifs sont pensés et régulés de telle sorte qu'ils contribuent réellement à l'intérêt général. Pour cela, il est nécessaire d'agir sur toutes les autres dimensions de la démocratie, à commencer par le financement et l'encouragement des projets des jeunes, notamment dans les quartiers populaires.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse qui porte sur la crise de participation citoyenne en République Démocratique du Congo, nous pensons que la réflexion sur la citoyenneté a quelque chose d'âpre, car le caractère démocratique de la citoyenneté n'a rien d'évident. Si la citoyenneté désigne simplement l'inclusion du citoyen dans la communauté, il est parfaitement possible de parler de citoyenneté sans parler de démocratie ou de justice politique.

Et pourtant, les notions de démocratie et de citoyenneté s'entrelacent. La démocratie ne rassemble pas seulement des procédures ou un paquetage de droits politiques, mais aussi un faisceau de pratiques et de codes civiques nourrissant la communauté politique : c'est pourquoi il

¹³ Clarke, *Thurston Ask Not : The Inauguration of John F. Kennedy and the Speech That Changed America*, Henry Holt and Co., New York, 2004.

convient de réfléchir aux formulations de la citoyenneté qui servent le mieux l'idéal démocratique.

A rebours, la réflexion démocratique donne une définition originale de la citoyenneté. Dans une démocratie, la citoyenneté ne désigne pas une identité morale ou culturelle, mais l'ensemble des traits et des ressources permettant aux individus de participer sur pied d'égalité à la vie sociale. La société n'est pas un ensemble organique où chacun a sa place déterminée. Elle est un lieu permettant la discussion et la conquête de l'égalité politique.

La réflexion sur la citoyenneté, en RDC, met en évidence les rapports historiques à la fois déterminants et conjoncturels, entre la notion de citoyenneté et la figure de l'État-nation. D'une part, on est toujours citoyen de quelque part : se déclarer « citoyen du monde » n'a de sens que si le monde est un ensemble social et politique fini, se dotant de règles communes spécifiques. D'autre part, cet ensemble social et politique n'est pas voué à être celui de l'État-nation.

C'est donc l'idée de chercher à avoir une meilleure pluralité de points de vue et à développer le pouvoir d'agir des Congolais que l'inclusivité doit être le leitmotiv des pouvoirs publics.

Il y a aussi cet objectif tout à fait ambitieux, qu'on peut appeler un objectif managérial ou d'amélioration des politiques publiques, qui est d'aller au contact des citoyens qui ont une expertise liée à leur utilisation des services publics, leur expertise de vie pour les associer à des diagnostics et des propositions d'amélioration de l'action publique.

Nous formulons deux principales recommandations à savoir : la prise en compte de la diversité des citoyens et leurs aspirations profondes, par les gouvernants et la prise en compte des difficultés du pays ainsi que l'enjeu de pouvoir soutenir le pouvoir épris de bonne volonté de faire évoluer le pays, par les gouvernés. En d'autres termes, de concevoir un processus qui permet à tout un chacun de pouvoir participer à la gestion de la Res Publica.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANGELI F. et al., *Crise et agitation*, Vuibert, Paris, 2022.
- BONGELI Y. Y. A. E., *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- BRIZAIS R., « Citoyens en institution, institution citoyenne », Document de cours Cadre et direction, MST IDS - DSTS de Nantes, 2005.
- CADUDAL G., *La participation outil de citoyenneté ?*, Maitrise en intervention et développement social, Université de Nantes, 2005.
- Clarke, *Thurston Ask Not : The Inauguration of John F. Kennedy and the Speech That Changed America*, Henry Holt and Co., New York, 2004.
- DURKHEIM E., *Les règles de la méthode sociologique*, Flammarion, Paris, 1998.
- FORMARIER M., Situation de Crise, dans *Les concepts en sciences infirmières*, 2012.
- LANCELOT A., *La participation des français à la vie politique*, Paris, PUF, 1971.
- LAROUSSE illustré, *Dictionnaire Universel*, Larousse, Paris, 2009.
- MAKUNGU M. G. et al., Flambée du tribalisme vue du droit : comment s'extirper, disponible sur <https://www.village-justice.com/articles/rdc-flambee-tribalisme-vue-droit-comment-extirper,43684.html>, 28 Novembre 2022.
- MAZEAUD et al., Pensée les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés, dans *Participations*, n°2, 2012.
- MUXEL A., Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ?, dans *Dossier : La citoyenneté*, N° 23, Février, Paris, 2008.
- SCHNAPPER D., *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Gallimard, Paris, 2000.